

Marché public de service

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

N°2025010RREA200

Réalisation d'une enquête longitudinale dans le cadre du programme de recherche
« OPTIS » pour l'évaluation socio-comportementale de l'impact de lâchers de moustiques
mâles *Aedes albopictus* stériles sur les contacts Homme-Vecteur pour la Représentation
de La Réunion (974) de l'IRD

Personne Publique

Institut de Recherche pour le Développement

Direction des Finances - Service du Pilotage des Achats et de la Gestion Financière
Immeuble le Sextant
44 Bd de Dunkerque / CS 90009
13572 MARSEILLE cedex 02

Courriel : df.sapi@ird.fr

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE.....	4
ARTICLE 2 : ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 3 : TECHNIQUE D'ACHAT	4
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	4
ARTICLE 5 : TRANCHES.....	4
ARTICLE 6 : VARIANTES	4
ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 10 : PRIX.....	6
ARTICLE 11 : VARIATION DANS LES PRIX	6
ARTICLE 12 : ARTICLE RACHAT OU CESSION D'ACTIVITES.....	6
ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 14 MODALITES DE PAIEMENT	7
14.1. PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DES FACTURES	7
14.2. MODE DE REGLEMENT	8
ARTICLE 15 : FINANCEMENT ET GARANTIES	8
15.1. RETENUE DE GARANTIE	8
15.2. CAUTIONNEMENT	8
15.3. NANTISSEMENT.....	8
15.4. AVANCE.....	8
ARTICLE 16 : OPERATION DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 17 : MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DU MARCHE.....	9
17.1. DELAIS D'ENVOI ET DE LIVRAISON	9
17.2. REUNION DE LANCEMENT DE LA PRESTATION.....	9
17.3. REUNION DE TRAVAIL	9
17.4. DECISION DE POURSUIVRE – ORDRE DE SERVICE	9
ARTICLE 18 : PENALITES.....	9
18.1 PENALITES DE RETARD	9
18.2 PENALITES POUR MAUVAISE EXECUTION	9
ARTICLE 19 : POUVOIR HIERARCHIQUE ET DISCIPLINAIRE	9
ARTICLE 20 : SECRET PROFESSIONNEL / CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 21 : ASSURANCES	10
ARTICLE 22 : DISPOSITIF DE VIGILANCE	10
ARTICLE 23 : LITIGE	11
ARTICLE 24 : RESILIATION.....	11

Le titulaire est réputé avoir accepté sans réserve l'ensemble des dispositions du Cahier des Clauses Particulières.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables dans ses relations avec la personne publique.

CONTEXTE GÉNÉRAL

L'enquête par questionnaire Expo-Cap-Albo s'intègre, comme le volet « biomarqueur », dans le programme de recherche nommé OPTIS : « Opérationnalisation de la TIS contre les *Aedes* vecteurs de maladie à La Réunion ». Ce projet est financé par le programme POE FEDER 2021-2027 de l'Union Européenne et la Région Réunion. L'autorisation de mise en œuvre de l'ensemble du projet OPTIS par le Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) de l'île de la Réunion, a été obtenue en date du 27 mars 2025.

Certaines maladies infectieuses d'origine virale (notamment le chikungunya et la dengue), bactériennes, ou parasitaires, sont dues à des agents pathogènes transmis par des moustiques, appelés vecteurs. La menace que constituent ces maladies représente un enjeu majeur de santé publique dans le monde, notamment dans les territoires français et d'outre-mer. A l'île de la Réunion, l'épidémie dévastatrice de chikungunya de 2005-2006 et les récentes flambées épidémiques de dengue, avec plusieurs milliers de cas déclarés en 2017-2018, ou de chikungunya avec plusieurs milliers de cas depuis le début de l'année 2025, ont révélé les risques sanitaires et les sérieuses conséquences économiques encourues par la population de l'île de La Réunion, et de façon plus large par l'ensemble des îles de la Région Océan Indien, du fait de l'émergence de ces arboviroses transmises par le vecteur *Aedes albopictus*. Les épidémies successives de chikungunya et de dengue ont pu être atténuées sur l'île de la Réunion, en particulier, au prix d'un effort soutenu et coûteux de lutte antivectorielle (LAV) faisant appel aux produits biocides. Contrôler les populations d'*Aedes albopictus* avec les méthodes conventionnelles est un véritable défi à La Réunion, compte tenu de la topographie difficile et de la grande diversité écologique des zones à risque. Toutefois, les efforts des opérateurs pour méritoire qu'ils soient, restent obérés par une efficacité limitée, et l'impact environnemental de ces produits biocides et par le risque d'émergence de résistances des moustiques cibles aux insecticides. L'implantation du moustique « tigre » *Aedes albopictus*, vecteur des virus du Chikungunya et de la Dengue, la récurrence de ces arboviroses et la probabilité de réémergence de nouvelles épidémies démontrent la limite des stratégies actuelles de LAV et justifient qu'une recherche opérationnelle soit conduite soit pour renforcer les outils de la LAV, par des méthodes de lutte préventive pour contrôler les moustiques tigres de façon efficace et plus ciblée.

Le programme OPTIS propose d'utiliser la Technique de l'Insecte Stérile (TIS) renforcée, une nouvelle option de contrôle vectoriel en cours de développement à l'île de La Réunion, qui vise à supprimer la population de vecteurs. Cette stratégie nécessite l'élevage et la production en masse, et le lâcher dans l'environnement d'un grand nombre de mâles exposés aux rayons X et traités par un biocide rémanent, actif à très faible concentration et spécifique des *Aedes* par son mode de dissémination, pour supprimer les populations de moustiques sauvages. Une fois relâchés dans l'environnement, ces mâles stériles entrent en compétition avec les mâles sauvages pour l'accouplement avec les moustiques femelles sauvages. Une fois inséminées par ces mâles stériles, l'incapacité des femelles sauvages à produire une progéniture peut engendrer une réduction progressive de la population de vecteurs au fil des générations successives et limiter ainsi la transmission des virus. De plus, le transfert du biocide (le pyriproxifène) aux femelles et aux gîtes larvaires, permet de prévenir la métamorphose des larves en adultes, augmentant d'un facteur 10 l'efficacité de la TIS. Cette stratégie a l'avantage d'être ciblée sur les espèces vectrices à combattre et n'a montré aucun effet sur les organismes non-ciblés lors des essais à petite échelle menés en 2021 dans le cadre du projet ERC Revolinc.

L'objectif général du projet ExpoCap-OPTIS est d'évaluer l'impact immuno-épidémiologique et psychosociologique de l'implémentation du programme de « TIS renforcée » au niveau des populations humaines des zones d'étude au Sud de l'île de la Réunion (commune de Saint-Joseph). Ceci sera appréhendé en combinant des approches immuno-épidémiologique et psychosociologique :

1) Impact immuno-épidémiologique par biomarqueur : Evaluation épidémiologique de l'efficacité de la TIS renforcée à 2 niveaux : i) Infection par le virus de la dengue : Incidence sérologique basée sur la détection et différenciation des anticorps IgA/ IgM/ IgG contre le virus de la dengue et l'antigène NS1 par un Test de Diagnostic Rapide (TDR ; Multisure®) et ii) Evaluation des contacts Humain-vecteur : utilisation d'un biomarqueur immunologique permettant de quantifier le niveau d'exposition spécifique de l'Homme aux piqûres du moustique *Aedes albopictus* (nommé biomarqueur « Exp-Albo »).

2) Impact psychosociologique par questionnaire: Evaluation psychosociale de la perception de « TIS renforcée » par la mesure de l'efficacité et de l'acceptabilité de l'intervention par les populations humaines et de son impact sur les pratiques relatives à la prévention de l'exposition à *Aedes albopictus* par l'utilisation de questionnaires de type CAP (Comportements, Attitudes et Perceptions) nommé questionnaire « CAP-Albo ».

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la réalisation d'une enquête longitudinale « CAP-Albo » du programme OPTIS qui consiste en l'évaluation de l'impact des lâchers de moustiques mâles stériles sur les perceptions et les pratiques liées à l'exposition à *Aedes albopictus* à partir d'enquêtes par questionnaire réalisées auprès de la population dans des zones d'intervention de la commune de Saint-Joseph (par comparaison à celle de zones « témoins »).

Le principal objectif de ces enquêtes est de déterminer si les changements dans la densité et l'exposition objective aux moustiques *Aedes albopictus* sont associés à des changements dans la perception de la nuisance et dans les habitudes de vie des enquêtés, notamment celles qui concernent la prévention des piqûres de moustiques (comme l'utilisation de répulsifs ou de moustiquaires).

ARTICLE 2 : ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti. La dévolution en lots séparés aurait été de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. En effet, l'enquête doit être réalisée par le même prestataire pour tous les quartiers concernés, avec les mêmes outils et la même méthode afin d'en assurer la cohérence et l'exploitabilité.

ARTICLE 3 : TECHNIQUE D'ACHAT

Le présent marché public est passé selon une procédure adaptée en application des dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019.

ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- Acte d'engagement (A.E) du marché, complété, daté et signé par le représentant qualifié de l'entreprise qui sera signataire du marché et annexe (DC4 déclaration de sous-traitance le cas échéant) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) du marché et son annexe RGPD dûment complétée et signée;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 (réputé connu du titulaire quoique n'étant pas joint au dossier de consultation des entreprises) ;
- Le mémoire technique du titulaire, remis dans son offre et respectant les prescriptions du présent CCP.

En cas de contradiction, d'incohérence ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché.

Le Titulaire devra se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les textes applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

ARTICLE 5 : TRANCHES

Sans objet.

ARTICLE 6 : VARIANTES

Les variantes (à l'initiative de l'acheteur comme du candidat) ne sont pas autorisées.

ARTICLE 7 : DURÉE DU MARCHÉ

La durée du marché est de 18 mois à compter de la notification.

ARTICLE 8 : DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS

Le prestataire réalise au titre du présent marché, une enquête longitudinale par questionnaire « CAPAlbo » du programme OPTIS. La population d'étude concerne uniquement les personnes adultes (> 17 ans) résidant habituellement dans les zones d'enquête de la commune de Saint Joseph : les zones de traitement OPTIS (5 quartiers) et les zones témoins (5 quartiers), qui comportent chacune environ 1000 foyers.

Le recrutement des participants est réalisé par la méthode épidémiologique du « porte-à-porte » et sur la base du volontariat, après une campagne de communication dans la commune afin d'informer la population du démarrage et des objectifs de l'étude, et le recueil d'un consentement éclairé de participation à l'étude ExpoCap-OPTIS.

Avant le début d'exécution des enquêtes, une formation a obligatoirement lieu pour tous les enquêteurs mobilisés. Cette formation, délivrée par l'IRD, dure environ 1h, elle a lieu en présentiel dans les locaux du prestataire, sous 15 jours à compter de la notification.

Un suivi longitudinal est réalisé chez les mêmes individus en 2 temps (c'est à dire 2 entretiens par questionnaire chez les mêmes individus à 12 mois d'intervalle) :

- 1) T0 : Estimé à Juin 2025 juste avant les lâchers des moustiques mâles stériles – avec 500 individus à interviewer dans les quartiers d'intervention (environ 100 personnes par quartier) et 500 dans les zones témoins (environ 100 personnes par quartier).
Cette phase doit durer au maximum 4 semaines.
- 2) T1 : T0+12mois (estimé à Juin 2026) après le début des premiers lâchers de moustiques stériles – avec 300 individus à ré-interviewer dans les 5 quartiers d'intervention (environ 60 personnes par quartier) et 300 dans les quartiers témoins (environ 60 personnes par quartier).
Cette phase doit durer au maximum 8 semaines.

S'agissant de l'organisation des vagues d'enquête, les enquêteurs doivent se présenter au T0 dans les foyers des zones d'intervention et des zones témoins de la commune. Après remise de la note d'information aux participants et recueil du consentement éclairé de participation, les enquêteurs administrent les questionnaires « CAPAlbo ». Enfin, les enquêteurs déterminent avec les participants volontaires un horaire de RDV pour le prélèvement biologique avec les infirmiers/infirmières dans les jours suivants l'entretien.

Le primo-questionnaire (enquête T0) comporte une centaine d'items répartis en 5 rubriques :

- 1) Les caractéristiques socio-économiques et démographiques du ménage
- 2) Les caractéristiques de l'habitat (appartement ou maison, jardin, terrasse, piscine, etc.)
- 3) Les modes de vie et les déplacements quotidiens
- 4) Les pratiques de prévention liées aux moustiques
- 5) La perception du risque vectoriel
- 6) La perception des instruments de lutte antivectorielle

Le questionnaire des enquêtes réalisées à T1 est ensuite réduit à une cinquantaine de questions qui reprendront la plupart des items des rubriques 3, 4, 5 et 6. Pour cette seconde vague, les questionnaires peuvent être administrés en face à face et/ou par téléphone.

Après chaque vague d'enquête, le prestataire remet sous 4 semaines maximum :

- Une base de données sous format EXCEL et/ou SPSS ;
- Un dictionnaire des correspondances ;
- Un Bilan de Campagne qui synthétise les éléments saillants (taux de refus, etc....).

Les participants devront pouvoir être identifiés d'une enquête à l'autre à l'aide d'un identifiant unique (défini avec le prestataire) et permettant de relier les données individuelles collectées à chaque vague, ainsi que les résultats des tests biologiques aux données individuelles.

ARTICLE 9 : OBLIGATION DU TITULAIRE

Le Titulaire doit impérativement, sur toute la durée du marché, réaliser les prestations en conformité avec le cahier des charges.

Le Titulaire ne saurait se prévaloir de l'absence de référence, dans le présent CCP, à un texte réglementaire ou législatif pour prétendre s'y soustraire.

ARTICLE 10 : PRIX

Le présent marché est traité à prix forfaitaire. Le montant du marché est indiqué à l'Acte d'Engagement dans le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Le marché ne saurait atteindre le montant maximum de 140 000€HT sur toute sa durée.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir, en cours d'exécution du marché, du caractère incomplet du bordereau des prix unitaires ou de fournitures ou prestations imprévues pour demander une augmentation du prix.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que les frais de transport, d'emballage, de conditionnement, de manutention, de livraison, d'assurance et tous les frais afférents à l'opération et plus globalement, l'ensemble des frais résultant des obligations pesant sur le titulaire. Les prix comprennent la fourniture de la main d'œuvre et de l'ensemble du matériel nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Les prix comprennent enfin la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature, des résultats obtenus à l'issue de la prestation.

ARTICLE 11 : VARIATION DANS LES PRIX

Les prix seront fermes pendant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 12 : ARTICLE RACHAT OU CESSIION D'ACTIVITES

Les droits et obligations nés du présent marché sont personnels aux deux parties. Ils ne pourront être transférés à des tiers que d'un commun accord. Les modifications affectant la personne titulaire du marché donneront lieu à la passation d'un acte modificatif du marché.

Le cessionnaire devra remplir les conditions fixées par l'IRD pour la participation à la procédure de passation du marché initial et les termes du marché public resteront inchangés.

L'IRD n'est pas tenu d'accepter la cession. A défaut d'un tel accord, toute cession ou transfert sera considéré comme nul et sera inopposable à l'IRD et le marché pourra être résilié pour faute.

En cas de rachat ou de cessation d'activité, le prestataire a l'obligation d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec avis de réception postal ; à ce titre obligation lui est faite d'indiquer le nouveau prestataire et d'en communiquer le nom et les références professionnelles.

Le prestataire remplaçant devra au préalable être accepté par l'IRD avant tout commencement d'exécution des prestations, à défaut le marché pourra être résilié en application des dispositions du présent cahier des clauses particulières.

Le prestataire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée. Les opérations relatives à la sous-traitance devront s'effectuer conformément aux strictes dispositions des articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

- En cas de sous-traitance directe :

Le titulaire doit faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

En cours d'exécution, le titulaire présente le formulaire DC4 ainsi que les pièces suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Une présentation de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du sous-traitant. Il s'agit des références demandées au titulaire pour l'appréciation des mêmes capacités ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

En cas de déclaration lors de la remise de l'offre, il présente le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées. En cours d'exécution, le titulaire produit également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation de main levée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

- **En cas de sous-traitance indirecte :**

Les sous-traitants doivent faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation des sous-traitants directs et doivent fournir une caution bancaire. Une convention de délégation de paiement peut être demandée sous réserve de la décision souveraine du pouvoir adjudicateur.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir que sous réserve, d'une part de cette acceptation et de cet agrément, et d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

ARTICLE 14 MODALITES DE PAIEMENT

14.1. Paiement et établissement des factures

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique.

En application de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 définissant **le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs**. Les factures seront envoyées obligatoirement de façon dématérialisée via le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>, elles sont déposées via les informations indiquées sur le bon de commande (n° de SIRET et code service exécution PACA_GESTION, et n° d'engagement juridique).

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- La référence du présent marché,
- Le cas échéant, la référence du bon de commande,
- Le numéro et la date de la facture ;
- L'objet de la prestation,
- La référence aux livrables réceptionnés
- La date d'exécution ou la période relative à la facturation,
- Le montant H.T.,
- Le taux et le montant de la T.V.A. (taux en vigueur à la date de facturation),
- Le montant TTC,

- Le cas échéant, le taux de remise appliqué au montant HT
- Le cas échéant, la mention offre promotionnelle en HT et en TTC
- Le numéro SIRET du titulaire,
- Le numéro de T.V.A. intracommunautaire du titulaire,
- Les références bancaires ou postales du titulaire, rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement.

Toute facture non rédigée comme indiquée ci-dessus sera retournée au titulaire pour rectification, sans préjudice du retard apporté au règlement.

14.2. Mode de règlement

Délais de paiement :

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, l'IRD procédera au paiement des sommes dues par virement administratif avec un délai maximum de 30 jours.

Ce délai commencera à courir à compter de la réception par l'IRD de l'ensemble des pièces justificatives exigées par le présent marché.

Intérêt moratoire :

En application des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique, le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points + 40€ d'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement.

ARTICLE 15 : FINANCEMENT ET GARANTIES

15.1. Retenue de garantie

Sans objet.

15.2. Cautionnement

Sans objet.

15.3. Nantissement

L'entreprise pourra donner le marché en nantissement. L'IRD remettra, s'il y a lieu, une copie certifiée conforme et unique par lui de l'Acte d'engagement ou un acte de cessibilité.

15.4. Avance

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la notification du marché.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes (TTC) comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire au plus tard quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% ou 50 % dans le cas d'une avance à 20% du montant TTC du marché.

ARTICLE 16 : OPERATION DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

A chaque étape du processus de reprise, l'utilisateur vérifiera le respect de la méthodologie décrite dans le mémoire technique.

A l'issue de cette vérification il procédera à l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet de la prestation dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-FCS. Il notifiera sa décision par courriel au titulaire du marché.

ARTICLE 17 : MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DU MARCHE

17.1. Délais d'envoi et de livraison

Le titulaire détaillera dans son offre les délais d'exécution concernant la réalisation de chaque phase d'enquête, et la remise de livrables. En cas de non-respect des délais, les pénalités détaillées à l'article 19 sont applicables.

17.2. Réunion de lancement de la prestation

A la notification du marché, une réunion de lancement sera programmée sous 7 jours ouvrés entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur afin d'informer plus précisément le titulaire sur le contenu et les modalités d'exécution de la prestation.

Cette réunion de lancement aura pour objet de permettre au Titulaire de présenter ses intervenants et son mode d'organisation et au pouvoir adjudicateur de préciser le contexte de l'intervention, d'exposer ses méthodes d'organisation, et de remettre au Titulaire l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne exécution du marché.

17.3. Réunion de travail

Les réunions pourront être menées en présentiel (La Réunion) ou à distance (téléphone, skype, Visio, etc.), à raison d'une par semaine durant les phases d'enquête.

17.4. Décision de poursuivre – ordre de service

Par dérogation à l'article 3 du CCAG FCS, toute décision de poursuivre, tout ordre de service, ou toute décision et/ou information, pourra être transmis au titulaire par courriel avec accusé de réception.

ARTICLE 18 : PENALITES

Les pénalités ne trouveront pas à s'appliquer dans l'hypothèse où le non-respect du délai serait dû à la force majeure ou au fait du maître d'ouvrage.

Les pénalités sont cumulables et non libératoires

18.1 Pénalités de retard

Le retard relatif à l'exécution de la prestation porte sur les délais d'exécution.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsqu'un délai contractuel d'exécution (tel que stipulé au présent CCP ou au mémoire technique du titulaire) est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 200 euros HT par jour de retard.

18.2 Pénalités pour mauvaise exécution

La mauvaise exécution ou l'exécution partielle de la prestation, sans accord exprès, équivalent à une non-exécution de la prestation. Le titulaire procède alors sans délai aux corrections nécessaires afin de garantir la qualité de la prestation. A défaut, les pénalités de retard stipulées ci-dessus peuvent être appliquées au titulaire sans mise en demeure préalable.

L'IRD se réserve en outre la possibilité de pourvoir à ses besoins aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 19 : POUVOIR HIERARCHIQUE ET DISCIPLINAIRE

L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie aux prestations du présent marché reste en toute circonstance sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire.

Le titulaire est seul responsable des moyens humains, logistiques et matériels qu'il doit mettre en œuvre pour garantir la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble des membres de son personnel affecté aux prestations possède la compétence, l'expérience et les qualités de probité et de confiance nécessaires à leur bonne exécution.

Le titulaire devra remplacer son personnel en cas d'indisponibilité de celui-ci à niveau de compétence égale, sauf cas de force majeure ou situation assimilée.

ARTICLE 20 : SECRET PROFESSIONNEL / CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs et prestataires de services, au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa prestation. Ces renseignements ou documents ne peuvent sans l'autorisation écrite de l'IRD être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le marché.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations relatives à l'IRD dont il est amené à avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché. Le titulaire donne instruction à ses personnels de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations qu'il considère comme confidentielles.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelé à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

L'IRD s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données de l'IRD conformément à l'article 5 du CCAG-FCS.

L'IRD accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour son compte. Les informations énumérées à ce titre se limitent à la raison sociale de l'IRD et à l'objet du marché.

ARTICLE 21 : ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, l'attributaire devra justifier au stade de l'attribution du marché qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IRD et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

En aucun cas, l'IRD ne pourra être appelé en responsabilité des incidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent marché.

ARTICLE 22 : DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail ainsi que, en application de l'article D8254-4 du Code du travail, la liste des travailleurs étrangers.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées obligatoirement par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'Institut de Recherche pour le Développement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr/>

Les modalités pratiques d'utilisation de la plateforme seront communiquées au titulaire à la notification du marché
A défaut, le marché sera résilié dans les conditions prévues au présent CCP.

ARTICLE 23 : LITIGE

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses du présent marché, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l'amiable.

A défaut d'accord des parties dans les quinze jours suivant l'envoi par l'une des parties (par lettre recommandée avec demande d'avis de réception) d'une demande en vue d'un règlement à l'amiable du litige, ledit litige sera porté exclusivement devant le Tribunal Administratif de Marseille.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'IRD et le titulaire ne pourront être invoquées par ce même titulaire comme une cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

Tout arrêt dans l'exécution des prestations par le titulaire obligerait l'IRD à recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 24 : RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 6 du CCAG FCS.

ARTICLE 25 : DEROGATIONS

Article 4 du CCP	Article 4 du CCAG FCS.
Article 17.4 du CCP	Article 3 du CCAG FCS.
Article 18.1 du CCP	Article 14 du CCAG FCS.
Article 21 du CCP	Article 9.2 du CCAG FCS.

**Le présent document est à accepter sans modification.
Seul l'exemplaire détenu par l'Administration fait foi.**